

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Shell-GDF-Suez-et-Samsung-cancres-du-developpement-durable>

Shell, GDF Suez et Samsung, cancres du développement durable

- Notre Amérique - Exploitation minière -

Date de mise en ligne : samedi 22 novembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En vitrine, elles tiennent un discours vertueux sur le développement durable. Mais en coulisses, elles adoptent des comportements et des pratiques néfastes pour l'environnement et les droits sociaux. Elles, ce sont les entreprises Shell, GDF Suez et Samsung. Elles ne sont pas les seules à "loin s'en faut" mais les pires, aux yeux de 61 000 internautes qui ont voté à l'occasion des prix Pinocchio du développement durable. Mardi 18 novembre, les Amis de la Terre, en partenariat avec Peuples Solidaires et le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), leur ont décerné cette anti-récompense qui épingle, pour la 7e année, les plus gros mensonges et les plus graves omissions des groupes en la matière.

Comme chaque année, les prix sont répartis en trois catégories. La première, « Une pour tous, tous pour moi », qui concerne l'appropriation ou la destruction des ressources naturelles, a été remportée par Shell, avec 43 % des votes. En cause : la multiplication des projets de gaz de schiste du pétrolier anglo-néerlandais dans le monde, sauf aux Pays-Bas, son pays d'origine, soumis à un moratoire sur la fracturation hydraulique - la seule technique disponible pour extraire les hydrocarbures non conventionnels.

« En Argentine, plus de 550 puits de pétrole et gaz non conventionnels ont déjà été forés. En raison d'un vide juridique, les permis sont donnés, dans le bassin de Vaca Muerta, en Patagonie, sur des terres agricoles et à proximité ou même à l'intérieur d'une aire naturelle protégée », regrette Juliette Renaud, chargée de campagne sur la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises aux Amis de la Terre, qui a réalisé une enquête sur place suivie d'un rapport publié en mai.

Shell, qui dispose de cinq concessions qui s'étendent sur 1 000 km², n'est pas la seule entreprise à convoiter les immenses réserves argentines de gaz de schiste - les deuxièmes plus vastes au monde, avec 23 000 milliards de m³, selon l'agence américaine d'information de l'énergie. L'opérateur historique YPF, Chevron, Total, ExxonMobil, Petrobras et Wintershall (filiale de BASF) participent également de cette ruée vers le schiste argentin. « Mais Shell possède aussi des concessions aux Etats-Unis, en Turquie, en Chine, en Afrique du Sud ou encore en Ukraine, où les eaux de fracturation toxiques sont stockées dans des bassins à ciel ouvert, explique Julie Renaud. Partout, ce sont les mêmes problèmes : opacité financière, atteinte aux droits des populations, risques pour l'environnement ». « Nous opérons avec des principes de sécurité et de responsabilité, quelle que soit la région du monde », se contente de répondre Shell France, interrogé par Le Monde.

Dans la catégorie « Plus vert que vert », qui concerne le greenwashing, c'est-à-dire l'usage abusif d'arguments environnementaux dans la publicité et le marketing, c'est GDF Suez qui remporte la mise (avec 42 % des votes). En mai, le groupe énergétique français avait annoncé avoir émis la plus importante "obligation verte" jamais réalisée par une entreprise privée, récoltant 2,5 milliards d'euros auprès d'investisseurs privés pour financer des projets énergétiques propres. « Il n'y a pas de transparence, dénonce Juliette Renaud. Aucun critère social et environnemental clair n'est associé à ces obligations et l'entreprise n'a pas publié la liste des projets financés. En outre, ce 'green bond' n'empêche en rien GDF Suez de continuer à investir massivement dans les énergies fossiles : le groupe construit ou projette de construire de nouvelles centrales au charbon en Europe et en Afrique du Sud ».

Une accusation que récuse GDF Suez, qui affirme avoir émis ce "green bond" dans une perspective « de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique ». « Cette émission a été développée avec l'agence de notation extra financière Vigéo qui garantit la transparence du processus, notamment sur les critères d'éligibilité des projets, dont la liste sera rendue publique à la fin du premier trimestre 2015", indique le service de communication du groupe. Et de préciser : "Sur les 7 500 MW du groupe actuellement en construction dans le monde, 80 % sont à faible émission de CO₂, dont 50 % renouvelables ».

Dernière lauréate, l'entreprise coréenne Samsung a décroché, avec 40 % des votes, le prix « Mains sales, poches pleines », pour les conditions de travail « indignes » dans les usines qui fabriquent ses produits en Chine : heures de

travail excessives, salaires de misère, travail des enfants, etc. « Malgré des enquêtes et interpellations répétées de la société civile, et le dépôt d'une plainte en France en février 2013, suivie de l'ouverture d'une enquête préliminaire, ce leader de la high tech s'entête à nier ces accusations », regrette l'ONG. Interrogé par Le Monde, Samsung a répondu « avoir une politique de tolérance zéro concernant le travail des enfants ». Une assertion régulièrement contredite par des enquêtes d'ONG, telles que *China Labor Watch*, et de médias, notamment l'émission de France 2 *Cash Investigation* « Les secrets inavouables de nos téléphones portables », diffusée le 4 novembre.

Quant aux prix Pinocchio, les ONG veulent croire qu'ils contribuent à modifier les pratiques des entreprises. « En mettant un coup de projecteur sur les violations des droits de l'homme ou de l'environnement, on fait pression sur les entreprises, via leur réputation, explique Juliette Renaud, qui se félicite de l'augmentation du nombre de votes des internautes au fur et à mesure des éditions de l'anti-cérémonie. Parfois les entreprises nommées reculent, comme Sime Darby et son projet d'usine d'huile de palme dans le sud de la France ».

Audrey Garric pour son blog dans Le Monde

[é co \(lo\)](#). Paris, le 18 novembre 2014.